

HANS-GERT PÖTTERING

Président du Parlement eu

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir de me joindre à vous, ici, à cette Conférence sur "la politique mondiale". Le moment (malheureusement) ne pouvait pas être mieux choisi. Au cours des derniers mois, nous avons été de plus en plus préoccupés par la tournure qu'on pris les événements aux niveaux politique et économique.

Il y a évidemment de nombreuses façons de décrire l'état actuel du monde, mais je suppose que la plupart d'entre vous partageraient l'opinion que le monde d'aujourd'hui est, à certains égards, de plus en plus dangereux.

Depuis la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide, la scène internationale a changé rapidement. Le monde est en proie à tant de problèmes difficiles, non seulement à des conflits militaires et des bouleversements financiers, mais aussi aux menaces sur la santé et sur notre environnement ainsi qu'à la difficile question de la diversité culturelle.

Or, contrairement à toutes les attentes au sujet d'un «nouvel ordre mondial» ou de la construction d'un «village global», idées très répandues après la fin de la guerre froide et la disparition de l'URSS, le monde d'aujourd'hui n'est ni unifié, ni pacifique.

Ainsi, nous assistons au développement d'un sentiment croissant de malaise vis-à-vis de l'avenir. Avec son large réseau transnational et ses multiples effets, la mondialisation est en train d'éroder la capacité des États-nations à contrer seuls ces évolutions, et même d'empêcher que les institutions internationales soient des acteurs politiques efficaces sur la scène mondiale.

Dans ce contexte international complexe de changements politiques et économiques, il est essentiel pour les responsables politiques de percevoir les implications et la portée de ce qui se passe, d'en comprendre les causes et de mettre au point des politiques appropriées pour faire face à ces multiples problèmes.

Il y a certainement deux caractéristiques frappantes aux développements récents qui plombent l'état du monde d'aujourd'hui: d'abord, la lenteur de la réponse politique aux transformations socio-économiques et, ensuite, l'instabilité du système international.

* * *

Ces derniers mois, nous avons assisté à de grands bouleversements - l'ascension visible de la Chine, l'affirmation de soi spectaculaire de la Russie, l'instabilité croissante au Pakistan, ainsi que les fluctuations importantes du prix du pétrole, le ralentissement des économies européenne et américaine et les difficultés persistantes dans la réalisation de la réforme institutionnelle de l'Union européenne.

Mieux encore, les deux principaux piliers de l'ordre mondial, le système financier et le droit international, ont été récemment soumis à une tension énorme.

Les marchés financiers sont actuellement confrontés à l'une des plus graves crises depuis la Seconde Guerre mondiale. Il y a eu un terrible ratage.

L'importance de cette crise nous rappelle une fois de plus combien nos destins sont liés - et combien nos économies sont interdépendantes. Avec la crise qui se propage maintenant rapidement des États-Unis à l'Europe - et des marchés financiers à l'économie réelle - , les gouvernements peinent à trouver une réponse adéquate.

Il semble que les décideurs politiques aient échoué jusqu'à récemment à saisir l'ampleur et la profondeur de la crise. Et, sur aucun des deux côtés de l'Atlantique, ce problème n'a été traité de façon particulièrement efficace.



Lorsque les marchés faillissent, les gouvernements doivent intervenir pour les faire fonctionner de nouveau et, surtout, pour en éviter les effets dramatiques sur l'économie et sur les citoyens.

Trouver une réponse adéquate pour amortir le choc de la crise sera au centre des discussions de la réunion du Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement la semaine prochaine.

Pour être crédible et efficace, la réponse doit être coordonnée - approuvée par l'ensemble des 27 États membres. La réunion du G4 du week-end dernier, à l'invitation du Président en exercice de l'Union européenne, le président Nicolas Sarkozy, pourrait bien avoir donné le ton et la bonne direction à l'Union européenne pour avancer dans le traitement de cette crise.

Pourtant, il appartient au Conseil européen de définir et de décider d'une façon coordonnée de progresser. Toute décision concernant les intérêts économiques de notre Union européenne commune doit être prise par tous les dirigeants des États membres de l'Union européenne.

Répondre de façon coordonnée implique également que les États membres s'abstiennent d'agir individuellement, unilatéralement, parce que cela ne peut que causer du tort à leurs partenaires et rendre la sortie de crise plus difficile. Les pays européens doivent faire en sorte d'envoyer un message commun aux marchés.

Les "circonstances exceptionnelles" actuelles exigent des mesures exceptionnelles. Nous devons travailler ensemble pour soutenir nos institutions financières. Il est essentiel de trouver un consensus sur une action coordonnée de l'ensemble des 27 États membres de l'UE lors du Conseil européen de la semaine prochaine.

Mais "exceptionnelles" ne peut pas être synonyme d'abandon des principes fondamentaux de l'économie de marché, tels que la nécessité d'une véritable politique de concurrence, ou de donner un chèque en blanc aux banques et de passer par dessus les principales règles sur lesquelles l'Union monétaire européenne est bâtie.

La semaine dernière, la Commission européenne a fait un certain nombre de propositions qui sont un premier pas dans la bonne direction. Le Parlement européen - qui a depuis longtemps mis en garde contre un grand nombre de lacunes dans la réglementation et les procédures de contrôle et a appelé à une réponse politique appropriée pour aborder les lacunes - se félicite de cette initiative.

Pourtant, la situation actuelle appelle à une approche plus audacieuse. Nous devrions viser à une approche européenne de la supervision, de la gestion de la crise et des décisions.

En dépit de cela, une réponse globale à la crise des marchés mondiaux exige aussi que les solutions soient examinées au niveau mondial. Nous avons besoin de critères cohérents et d'une surveillance constante, d'une politique qui aille dans le sens d'une économie sociale de marché, et ceci au niveau international également. Dans ce contexte, je souhaite une réunion du sommet du G8 le plus rapidement possible, ce qui pourrait poser les jalons pour une plus grande révision des règles régissant les marchés financiers.

* * *

Le deuxième grand pilier de l'ordre international qui a été fortement remis en cause est le droit international, avec l'escalade de la crise en Géorgie en août dernier. Il n'y a aucune raison de minimiser la gravité de la situation. Cette crise constitue une menace sans précédent pour la sécurité du continent européen, depuis l'effondrement de l'Union soviétique.

La décision de la Russie, du 26 août, de reconnaître l'indépendance des provinces d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud dans le Caucase géorgien, au mépris du droit international, apporte d'un côté une solution pacifique à un conflit très difficile à résoudre, mais d'un autre côté met en péril la stabilité globale de l'ordre mondial.

La communauté internationale ne peut accepter en aucun cas que l'intégrité territoriale de la Géorgie soit remise en question par des décisions unilatérales prises à Moscou!



En outre, la Russie a tenté de justifier son invasion en prétendant qu'elle cherchait à "protéger les citoyens russes" d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, ce qui a créé un dangereux précédent; compte tenu du fait que d'autres ex-républiques soviétiques - comme l'Ukraine et la Moldavie - ont d'importantes minorités russes, c'est un motif légitime d'inquiétude.

Le conflit en Géorgie représente un test décisif de la cohésion politique de l'Union européenne. La présidence française de l'Union européenne a joué un rôle très constructif en tant que médiateur dans ce conflit.

En contribuant à une solution du conflit, l'Union européenne a montré sa volonté d'honorer ses engagements dans le cadre du traité de paix de l'UE pour défendre la paix et nos valeurs communes, ainsi que pour renforcer la sécurité internationale et la coopération. La semaine prochaine, l'Union européenne commencera à déployer en Géorgie les 200 hommes de sa mission de contrôle du cessez-le-feu.

* * *

Globalement, le double défi pour l'ordre mondial, dont nous avons été les témoins récemment, tend à confirmer le sentiment que le système international actuel, créé pour une autre époque, pour d'autres menaces, et pour un équilibre différent du pouvoir dans le monde, ne répond pas pleinement aux défis de la mondialisation. Aucun pays seul, ni les Etats-Unis ni la Russie, ne peuvent se protéger de ces menaces, ni résoudre ces problèmes transfrontaliers. À cet égard, l'Union européenne peut jouer un rôle fondamental.

Les problèmes concrets qui doivent être résolus sont nombreux et difficiles - à côté de l'instabilité financière il y a la sécurité énergétique, le réchauffement climatique, les migrations, le changement démographique, ainsi que la montée des extrémismes religieux et ethniques accompagnée par des actes terroristes, la crise alimentaire mondiale et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Vous allez examiner un bon nombre de ces questions - et bien d'autres - dans le cadre de cette ambitieuse Conférence.

Heureusement, tout ce que l'on peut dire de notre monde n'est pas dramatique. Il y a un côté positif à cette situation.

Je voudrais mentionner l'accumulation croissante et l'accessibilité de la connaissance humaine, la propagation de la démocratie et des institutions démocratiques au-delà du monde occidental et la multiplication des lois internationales protégeant la personne - cette semaine se tient une conférence au Parlement européen à l'occasion de le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette déclaration, ainsi que les Conventions de Genève sur le droit humanitaire, qui vont avoir exactement 60 ans, ont été une victoire de notre civilisation moderne.

Juridiquement parlant, d'énormes progrès ont été accomplis en vue d'assurer des règles minimales d'humanité pour chaque être humain dans tous les cas - même si leur mise en œuvre concrète reste un défi majeur et se heurte très souvent aux prérogatives des États et à la protection jalouse de leur souveraineté.

Même si le rôle de la souveraineté de l'État demeure central, le droit international est maintenant plus qu'une "loi des nations" et est en passe de devenir également une loi de "la personne".

Une autre caractéristique majeure de la transformation de la politique internationale est le changement de sens du mot "sécurité" et l'émergence de nouvelles rubriques dans le registre de la sécurité mondiale, qui incluent la pauvreté, la criminalité transnationale, le commerce mondial des armes, et les réfugiés et les migrants.

Toutes ces questions reflètent l'interdépendance croissante des peuples du monde entier et la multiplication des problèmes qu'aucun État ou groupe d'États ne peut résoudre seul.

En d'autres termes, toutes ces questions ne peuvent facilement trouver de solution dans un monde fragmenté politiquement et elles incitent à la création de nouvelles coopérations et coordinations interétatiques, transnationales et supranationales.

* * *



Le rôle de l'Union européenne dans le monde de demain

La situation actuelle de la sécurité internationale et la façon dont elle a évolué au cours des dernières années a conduit à une série de problèmes et de points de friction critiques et vivement débattus, d'abord et avant tout entre l'Occident et le monde islamique.

Certains pessimistes craignent - ou sont prêts d'évoquer la réalité - d'un affrontement entre les civilisations dans le monde de demain. Je pense que cette approche n'est ni constructive ni nécessaire, mais une chose est sûre: le monde de demain sera sans doute plus complexe et plus imprévisible que celui d'aujourd'hui.

L'évolution actuelle rapide de la structure du pouvoir, de la richesse et de l'identité semble être accompagnée par la perception que "nous ne contrôlons rien".

À l'ère de défis mondiaux, l'Union européenne est notre réponse à ces changements. Dans l'Union européenne, nous travaillons ensemble et nous répondons aux préoccupations des citoyens avec des politiques et une stratégie globale qui relèveront ces défis.

Il est également temps pour nous de reconnaître que, en tant qu'Européens, nous avons tout intérêt à manifester une volonté commune et à nous engager dans des actions conjointes pour façonner le processus de mondialisation en fonction de nos valeurs européennes communes.

À cet égard, je voudrais m'arrêter brièvement sur quelques-uns des objectifs visés par l'Union européenne - fermement soutenus par l'institution que j'ai l'honneur de représenter - et qui pourraient contribuer à rendre le monde de demain moins instable et, par conséquent, moins dangereux.

- Promotion de la démocratie parlementaire

Le Parlement européen accorde une priorité à la démocratisation et à la bonne gouvernance dans toutes ses relations extérieures. Développer fortement les parlements est une exigence fondamentale de la démocratie.

Nous sommes convaincus que le développement des institutions parlementaires et leur bon fonctionnement sont synonymes de démocratisation. Un des objectifs du Parlement européen est d'accroître la coopération entre les parlements à différents niveaux, parce que le renforcement de la dimension parlementaire nous aidera à promouvoir la démocratie.

- Le défi au changement climatique

Parmi les multiples défis auxquels font face nos sociétés, la lutte contre le changement climatique est peut-être le plus urgent de tous.

Les États membres ont réitéré leur volonté de lutter contre le changement climatique au sommet de mars 2008 par un accord politique sur ce qu'on appelle le "paquet énergie", présenté par la Commission européenne en janvier dernier.

L'adoption du "paquet énergie" dès que possible est également une question de crédibilité. Nous voulons être en mesure d'aller avec des résultats tangibles à la Conférence post-Kyoto de Copenhague en 2009.

Le rôle de l'Union européenne, en tant que chef de file dans la lutte contre le changement climatique, ne concerne pas seulement la définition des objectifs. Si nous voulons être en mesure de convaincre nos partenaires du monde entier à participer à une structure globale et contraignante, nous devons lui donner vie.

- Respect des droits de l'homme

L'Union européenne, comme vous le savez, est basée sur et définie par sa foi dans les principes de liberté, de démocratie et de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de primauté du droit.



La croyance en ces valeurs et la ferme conviction que chaque être humain possède une dignité inviolable ont des conséquences importantes sur l'action extérieure de l'Union européenne. La promotion de nos valeurs, des droits de l'homme et de la démocratie, et par dessus tout du respect de la dignité humaine, est la marque de l'Union européenne en matière de relations extérieures.

- Importance du dialogue interculturel

Je voudrais conclure en soulignant la grande importance que l'Union européenne et le Parlement européen en particulier ont accordée à cette Année européenne 2008 du dialogue interculturel.

Le "choc des civilisations" est évitable, la coexistence pacifique entre les cultures et les religions est possible et de la plus grande importance pour notre avenir commun. Nous construisons un pont intellectuel et culturel au-dessus de la Méditerranée, fondé sur la compréhension mutuelle et les valeurs partagées.

Le dialogue interculturel doit devenir une partie intégrante de nos décisions politiques. Nous pensons que la promotion de la diversité culturelle est l'un des défis les plus exigeants de ce nouveau siècle, avec l'environnement durable et l'accroissement des inégalités sociales.

Dans cet esprit, il est significatif que l'Organisation des Nations Unies considère la "diversité culturelle", avec la biodiversité, comme héritage commun de l'humanité.

Du côté positif, la mondialisation nous rapproche plus que toutes les avancées technologiques précédentes, mais du côté négatif, les tensions peuvent se développer et dégénérer plus rapidement en conflits.

Voilà pourquoi, aujourd'hui, l'Union européenne, agissant comme une force de paix dans le monde, considère le dialogue interculturel comme l'un des éléments les plus importants de notre stratégie de paix. Sur la base de cette expérience, l'Union européenne peut et veut être un exemple pour l'ensemble du monde et favoriser le dialogue entre les cultures.

Je vous remercie de votre attention et je me réjouis de poursuivre ces discussions avec vous.